

**Responsabilités des chrétiens
dans l'Europe des 25**

Michel Camdessus
Président des Semaines Sociales de France

Cathédrale de Strasbourg
16 décembre 2003

L'Europe... espace privilégié de l'espérance humaine
Le projet de constitution européenne

Dire Europe doit vouloir dire « ouverture »
Jean-Paul II - Ecclesia in Europa (2003)

Ils le reconnurent à la fraction du pain
Luc 24-35

Je viens partager avec vous quelques réflexions sur l'Europe à un moment où l'échec -une fois de plus, car ce n'est pas la première fois que la construction européenne trébuche- vient remettre en cause, non nos certitudes, mais nos comforts intellectuels, notre propension à tenir pour irréversibles les avancées et pour acquises l'Union à venir de ce continent. Prenons donc ces heures de déception comme une occasion pour nous ressaisir et nous réapproprier ce projet trop facilement au savoir-faire des experts.

Le temps de l'Avent et ce lieu sont, ô combien, propices à la méditation qui s'impose avant de remettre l'ouvrage sur le métier. Temps de l'Avent : temps de l'attente, comme l'étaient les foules qui se pressaient autour de Jean-Baptiste « dans une grande suspension d'esprit » (Luc 3-15). Dans la lucidité sur nos manques et le mal à affronter, mais dans l'Espérance de la venue de celui en qui seul se trouve le chemin vers le Royaume qui se prépare dans nos constructions humaines. Ce lieu, Strasbourg, pour nous, Français, porte de l'Europe, ville qui plus que toute autre a souffert des décisions de ses « Europe » et qui a tant œuvré pour qu'elle se fasse. Ville seuil, ville porche de l'Europe en quelque sorte. Un porche : c'est-à-dire un seuil entre les échanges bruyants de la cité et le silence sacré. Un lieu qui invite à une méditation ultime avant l'engagement. Oui, nous sommes tous, chrétiens d'Europe, sur ce seuil et l'échec d'hier donne un sens encore plus intense à notre méditation.

Ouvrons-la donc, en tendant une oreille attentive aux paroles qui nous parviennent du dehors : d'Europe et du reste du monde, et laissons-nous atteindre par ces paroles : elles nous aideront à dissiper nos doutes sur notre identité et à mieux discerner nos responsabilités d'Européens, brouillées à nos yeux par tant de changements déconcertants autour de nous.

*
* *

Écoute et identité

Que nous révèle donc cette écoute ? Eh bien, oui, d'abord notre identité ballottée dans le maelström de la mondialisation entre tentations de repli et devoir de fraternité. Notre condition est paradoxale. Nous prétendons faire l'histoire, comme les Constituants de Philadelphie ; or nous sommes empêtrés dans les paradoxes et le doute. Nous voyons l'espace de la future Union parcouru de lignes de fractures politiques, philosophiques, religieuses. Même sur ce qui fait notre identité profonde, le débat reste ouvert et nous ne sommes même pas capables de reconnaître sans complexes, ni arrière pensées, nos racines spirituelles et religieuses communes. Laissez-moi vous dire ici que je comprends les reproches que nous font nos partenaires européens. Refuser de reconnaître que l'Europe a des racines chrétiennes, ce qui est la triste originalité de notre pays dans l'Europe d'aujourd'hui, n'est-ce pas nous auto-mutuler, effacer cette cathédrale du paysage de cette ville et faire même offense aux agnostiques et aux athées parmi nous qui n'ignorent pas et avouent ces mêmes racines qui coexistent avec leurs options d'aujourd'hui. Passez-moi cette remarque qui n'était pas indispensable à mon propos d'aujourd'hui. Il y a plus, et en particulier, nos perspectives démographiques à quelque vingt ou trente ans d'échéances qui signalent un indiscutable repli. Serions-nous donc seulement un continent emporté en une irrémédiable régression et voué à la nostalgie et au désenchantement, alors que notre Union devrait nous instaurer en première puissance commerciale du monde avec toutes les responsabilités que cela comporte ?

Mais précisément, tout se passe comme si nous ne voulions pas entendre parler de responsabilités mondiales. Nos dirigeants ne les évoquent pas ; toutes leurs pensées se concentrent sur un objectif immédiat : faire que cette Europe des 25 existe ; mettre en place les institutions de son unité, mettre son économie au service de son intégration, assurer son efficacité, réduire les écarts de revenus et de développement, instaurer en son sein une solidarité est-ouest plus active. Il ne s'agit pas d'une petite affaire, car pour la première fois dans l'histoire de son intégration, l'Europe va réunir en son sein des peuples aux niveaux de vie très inégaux. Loin de moi de suggérer qu'il s'agisse-là d'une ambition médiocre ! Cette seule tâche d'adaptation à notre nouvelle Union peut nous sembler déjà disproportionnée avec ce que nous sommes devenus. Serons-nous à la hauteur ? Beaucoup hésitent, on peut les comprendre. La tâche va être lourde ; elle va requérir toutes nos énergies.

Mais voilà, nous ne sommes pas seuls à habiter ce monde ; à toutes nos frontières retentit un cri : celui d'un monde bien plus défavorisé que le nôtre. L'Europe des 25 ne peut franchir un pas décisif vers son unité, les yeux bandés sur cette réalité-là. Elle ne peut rester sourde non plus au tic-tac de l'horloge démographique qui fera que la pression de la misère humaine à nos frontières, avec tout ce qu'elle peut impliquer de frustrations, de souffrances et de violence, ne cessera de s'accroître. Au cours des vingt-cinq prochaines années, deux milliards d'êtres humains de plus seront nés, dont plus de 90 % dans les pays en développement. Cette réalité nous est rappelée chaque matin par de nouvelles vagues d'immigrés clandestins. Fût-ce par simple prudence politique, l'Europe des 25 ne peut ignorer l'obligation de se saisir de ces problèmes, en tant qu'Europe, en tant que puissance économique majeure de notre monde.

Qu'allons-nous faire ? Allons-nous, terrassés par le sentiment de notre propre impuissance devant tant de défis, nous coucher comme le prophète à l'ombre d'un genêt et attendre tout bonnement notre mort annoncée ?

Allons-nous -comme à Babel- essayer de nous assurer un confort acceptable pour 450 millions d'Européens derrière les murailles d'une nouvelle forteresse ?

Allons-nous, moins cyniquement, demander une pause pour quelques années, le temps de nous reconnaître entre nous, d'asseoir les bases de notre contrat social européen ?

Ces interrogations, ces doutes m'habitent, moi aussi. Mais je crois qu'ils nous conduisent à l'impasse parce que l'Histoire n'attend pas. Parce que les problèmes sont là, à dimension mondiale, parce que la mondialisation est en marche et ne sera que ce nous la ferons.

En réalité, nous discernons bien que c'est en relevant ces défis que nous assumerons notre véritable identité. Comme Jean-Paul II nous l'a si bien dit dans *Ecclesia in Europa* (1), « l'Europe se définit par l'ouverture ». Ainsi, attachés que nous sommes à affermir notre identité européenne, nous découvrons qu'il nous faut, loin de nous détourner des tragédies de ce monde, prendre toute notre part à leur solution et œuvrer à une mondialisation plus humaine, si nous voulons être vraiment Européens.

Même si le défi de la misère du monde est formidable, notre seule option est de reconnaître qu'il nous est intérieur et de tenter d'y répondre en faisant pour de bon de

¹ On trouvera en annexe les admirables paragraphes 111 et 112 de cette lettre apostolique.

l'Europe ce que, avec une belle audace, les auteurs du projet de Constitution européenne ont affirmé qu'elle était : « un espace privilégié de l'espérance humaine » ! Il nous faut donc une fois de plus sortir du tombeau de nos mesquineries et aller vers les autres. Devenons ce que nous disons que nous sommes. C'est en le faisant que nous nous découvrirons citoyens de l'Europe dans toute sa véritable identité.

Cela ne se fera pas par miracle ou par la vertu déclaratoire d'une constitution. L'Europe réunie ne pourra échapper à sa tentation de repli qu'en embrassant à l'égard du monde une éthique de la fraternité. Une éthique de fraternité, à l'heure où l'unilatéralisme reprend du poil de la bête, est-ce bien réaliste ? Oui pour diverses raisons sur lesquelles je vais revenir mais d'abord pour celle-ci qui est essentielle : la fraternité est le seul devoir déjà inscrit -mais nous l'avons trop vite oublié- à l'article 1^{er} de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme de décembre 1948 : « agir en toutes choses dans un esprit de fraternité ». Fraternité, ce seul devoir de tous les hommes.

Mais comment faire ? Comment donner les premiers gages de notre adhésion à cette éthique de la fraternité, véritable socle d'une « civilisation de l'Amour » tout en restant dans le réel, le concret, le solide ? Comme toujours à l'heure des grands choix, les éléments d'une réponse sont à portée de main. Une avancée très significative serait acquise si nous nous attachions simplement à honorer la parole que nos 25 pays ont déjà, solennellement, donnée au monde. Quels sont ces engagements auxquels nous nous sommes si peu arrêtés jusqu'ici ? Ils sont triples :

- c'est d'abord l'ensemble des objectifs ratifiés lors du sommet de plus de 170 chefs d'État réunis à New York pour célébrer le millénaire en septembre 2000 ;
- c'est la décision prise lors de la conférence « Finances et développement » à Monterrey en mars 2002, et ratifiée à Kananaskis pour notre relation avec l'Afrique, de substituer à une relation d'assistance asymétrique avec les pays en développement une relation de partenariat ;
- c'est l'engagement pris à Johannesburg en septembre 2002 de placer notre gestion économique et sociale nationale, européenne et mondiale sous le signe du développement durable.

Certains de ces engagements sont passés inaperçus ; d'autres, aussitôt souscrits, sont presque restés lettre morte. Or, nous touchons ici au cœur du problème. Nous ne pouvons entrer en Europe oubliant la parole donnée au reste du monde. Notre premier geste doit donc être de relire ensemble d'un œil neuf ces engagements pour en saisir la portée. Nous découvrirons alors qu'il y a là, en effet, les éléments d'une première réponse à l'attente du monde. Faire preuve d'une détermination collective à les appliquer ferait de l'avènement de l'Europe, enfin ! une bonne nouvelle pour le monde.

Assumés dans leur ensemble, ils peuvent être en effet le socle d'une « nouvelle donne » dans l'attitude de l'Europe face au monde. Ils nous suggèrent avec, bien évidemment un engagement inlassable pour la construction de la paix, ce triple incontournable devoir d'une Europe unie :

- inventer une nouvelle approche de la coopération internationale fondée sur la solidarité et le partenariat ;
- contribuer à une gouvernance mondiale au service d'un développement humain durable ;
- et, pour cela, faire naître une véritable citoyenneté européenne porteuse de ces exigences.

A - Inventer, disais-je, une nouvelle approche de la coopération économique internationale fondée sur une culture de solidarité et de partenariat

Il nous faut répondre au cri des plus pauvres. Au cri de l'Afrique, d'abord. Cri ! Ceci n'est ni éloquence, ni pathos. Je ne vois pas d'autre mot pour signaler l'état de ce continent et l'écart tragique entre sa situation économique et sociale, la fragilité même de ses réussites, les limites de ce que les gouvernements de ces pays entreprennent et du soutien qu'ils reçoivent. Il y a là une tragédie majeure. Comment y répondre ? En jouant pleinement, dans la limite des moyens évidemment inégaux de chacun de nos 25 pays, le jeu du partenariat auquel nous nous sommes engagés.

Nous avons, depuis des décennies, reconnu un certain devoir d'assistance ; que signifie ce passage de l'assistance au partenariat ? Tout simplement une mutation majeure. Le partenariat est d'abord dialogue d'égaux. Il implique que l'autre arrête lui-même ses propres choix et ses priorités, après avoir écouté ce que ses partenaires pourraient avoir à lui suggérer. Il implique aussi la totale franchise de part et d'autre et l'acceptation du regard critique de l'autre sur nos politiques à son égard. Il implique un profond respect des exigences éthiques de l'autre, de sa culture, de ses traditions, y compris dans l'organisation de la vie collective. Il est enfin acceptation d'un cheminement ensemble sur les nouveaux sentiers de la mondialisation, avec tout ce que cela implique d'attention au pas de l'autre...

Il est bien clair qu'il n'y aura pas substitution du jour au lendemain d'un modèle à l'autre. Mais il y a là un nouveau cours qui s'engage et il serait irresponsable de ne pas donner sa chance. Notons, au surplus, la mutation qui s'est opérée au cours des dernières années dans le concept même de partenariat. Initialement, il n'était appliqué qu'aux relations d'État à État. Aujourd'hui, il est multidimensionnel et veut colorer aussi les interventions, dans le concert mondial, des entreprises, des institutions financières et de la société civile.

Plus encore, arrêtons-nous à cette chance que peut représenter, pour l'avenir de ce continent de la pauvreté extrême qu'est l'Afrique, ce qu'il est convenu d'appeler le NEPAD, sigle anglo-saxon qui désigne le « nouveau partenariat pour le développement économique de l'Afrique », partenariat entre tous les pays de ce continent et le G8 dont l'Union européenne. Il s'agit -pour la première fois, je crois, dans l'histoire- d'une offre de partenariat dont les pays d'Afrique ont pris tous ensemble l'initiative. Ce partenariat, le NEPAD, attaque les problèmes de l'Afrique de front. A l'initiative même des Africains, la lutte pour la bonne gouvernance, l'application des principes de saine gestion macroéconomique et le combat contre la corruption font partie de ses priorités. Il est entendu au surplus que le G8 concentrera son aide sur les pays qui appliquent rigoureusement et dans la transparence cette approche. Le G8 fera de ces derniers ses « partenaires privilégiés » en tenant compte des résultats de leurs « revues par les pairs » (2). Dans ces conditions, le G8 et l'Union européenne doivent se sentir particulièrement tenus par l'engagement souscrit à Kananaskis à l'égard de l'Afrique, je cite : « Nous contribuerons à faire en sorte qu'aucun pays qui s'attache vraiment à lutter contre la pauvreté, à instaurer une bonne gouvernance et à engager des réformes économiques ne se voie refuser la chance de réaliser les objectifs du millénaire faute de moyens financiers ». Ce qui nous amène aux objectifs du Millénaire.

² Il s'agit d'un exercice de surveillance multilatérale mutuelle effectué entre pays d'une même région avec l'aide de la Commission économique pour l'Afrique.

Dois-je les rappeler ici ? Il s'agit, ne l'oublions pas, d'engagements pris pratiquement par tous les pays, du Nord comme du Sud.

D'ici 2015 :

- réduire au moins de la moitié la proportion des personnes dont le revenu est inférieur à un dollar par jour
- réduire au moins de la moitié la proportion des personnes qui souffrent de la faim
- réduire au moins de la moitié la proportion des personnes qui n'ont pas accès à l'eau potable
- s'assurer que partout les enfants pourront accéder à une pleine éducation primaire
- s'assurer de l'égal accès des filles et des garçons à tous les niveaux d'éducation
- avoir réduit la mortalité maternelle des trois quarts
- avoir réduit des deux tiers la mortalité des enfants de moins de 5 ans
- avoir stoppé et commencé à réduire la progression du SIDA, de la malaria et des autres grandes maladies
- assurer une assistance spéciale aux enfants orphelins du SIDA

D'ici 2020 :

- avoir réalisé une amélioration substantielle des conditions de vie d'au moins 100 millions d'habitants de bidonvilles (923 millions aujourd'hui !)

Tous les pays européens devraient désormais refléter ces priorités dans leurs budgets nationaux car il y va du respect d'engagements internationaux qui touchent, sans ambition excessive, il faut le dire, aux objectifs fondamentaux de la famille humaine tout entière.

Je ne saurais assez insister sur notre devoir d'exemplarité dans le respect de la parole donnée ; il est le degré minimal de la solidarité et du partenariat. Toute société humaine repose sur la parole donnée. Prendre cette obligation à la légère aboutit à anéantir toute chance d'avancer. Or, nous savons où l'oubli de nos engagements nous conduit : au jeu sauvage de forces de marché non régulées. Si nous permettons au cynisme de prévaloir dans ce domaine, nous devons ranger le développement durable plébiscité à Rio puis à Johannesburg sur l'étagère des utopies inaccessibles. Supposons en revanche que Nord et Sud respectent leurs engagements : cela devrait déclencher une spirale ascendante vers une croissance plus dynamique pour l'ensemble de l'économie mondiale.

Mais, concrètement, qu'est-ce que cette « nouvelle donne » peut exiger de nous, en tant que citoyens de l'Europe des 25 ?

Il nous faudra, évidemment, d'abord regarder chez nous. Les traités auront été négociés, ils seront ce qu'ils seront ; mais au moment de commencer à vivre ensemble, il nous faudra, comme citoyens, porter un regard neuf sur la condition réelle de nos nouveaux concitoyens et chercher avec eux les moyens de les aider à profiter au mieux de toutes les chances que l'Union peut leur apporter. Au même moment, cependant, nous devons devenir des militants -je n'hésite pas à employer ce mot- du respect des engagements pris. Cela appelle notre vigilance de citoyens et, de la part des gouvernements, les réformes nécessaires pour y adapter nos outils budgétaires et de coopération. Certains protesteront : « Vous nous invitez à redoubler d'efforts dans une double direction, à l'intérieur et à l'extérieur de la nouvelle union ! », au moment même où nous sommes loin d'être surs de pouvoir faire face à nos devoirs à l'égard de nouveaux concitoyens. Certes, mais je le suggère, dans la certitude

que le phénomène observé à l'occasion de tous les élargissements passés se reproduira ici. Cet effort de soutien des nouveaux membres, comme des pays pauvres sera un facteur de stimulation pour l'économie européenne dans son ensemble. Nous en bénéficierons tous.

Cette « nouvelle donne » nous invite aussi à entrer en partenariat dans toutes les dimensions de celui-ci, c'est-à-dire à faire en sorte qu'il s'étende, au-delà de la sphère gouvernementale, aux entreprises, aux institutions financières et à la société civile. Nous devons travailler à ce que la société civile, en particulier, s'approprie les éléments de cette « nouvelle donne », la porte vers de nouveaux progrès et fasse que sa mise en œuvre soit aussi décentralisée que possible. La subsidiarité a ici toute sa place. Cela passe évidemment par un énorme effort d'information, d'éducation civique. Il nous faut faire que s'épanouisse simultanément chez nos contemporains cette triple dimension de leur citoyenneté nationale, européenne et mondiale ensemble.

Du côté des gouvernements, de très nombreux aspects des politiques gouvernementales devront être revus à la lumière des exigences du partenariat. Ils devront commencer par s'attacher à mieux prendre en compte, dans la définition des politiques économiques nationales et des stratégies communautaires, en particulier commerciales, leurs répercussions économiques potentielles sur le reste du monde.

Il sera essentiel, aussi, qu'ils entrent sérieusement dans la discussion d'un certain nombre de questions financières qu'une culture de solidarité soulève, à commencer par l'accélération et l'approfondissement des travaux touchant la réforme de l'« architecture » financière internationale, six ans après le début de la crise asiatique.

Il faudrait y ajouter :

- l'adoption des mesures nécessaires, y compris à travers des allègements de dettes et une politique plus active de dons, pour se rapprocher plus vite de l'objectif du 0,7 % du PIB consacré à l'aide publique au développement ;
- la recherche, promise à Monterrey, de nouveaux modes de financement pour pouvoir financer ce qu'il est convenu d'appeler les « biens publics globaux ».

De cela, et de bien plus, nous ne pouvons faire l'économie, et en particulier :

- de la réhabilitation du don dans les relations économiques internationales : ce qui fit du Plan Marshall une des grandes inventions de ce siècle et,
- de la mise en place d'une nouvelle gouvernance globale ; j'y viens.

B - Contribuer à mettre en place une gouvernance globale au service du développement durable

L'Europe des 25 devient la première puissance commerciale mondiale ; ceci lui confère des responsabilités. Tout se passe jusqu'ici comme si elles étaient ignorées ou, seulement, très partiellement assumées. Les chrétiens d'Europe ne peuvent s'y résigner. Ils doivent agir résolument pour que l'Europe imagine, propose et soutienne la mise en place d'une gouvernance globale au service du développement durable. Ils doivent ici faire en sorte que l'Europe prenne l'initiative.

Alors que la mondialisation s'est opérée jusqu'ici au gré de dynamismes financiers ou technologiques en quelque sorte autonomes, il est grand temps de l'assumer, d'agir pour que la progression vers l'unité du monde se fasse dans la cohérence, au service de l'homme et d'un développement durable. Il y a là un champ de responsabilités majeures, trop souvent laissé en jachère.

Un an après Johannesburg, les exigences du développement durable en termes de gouvernance globale restent oubliées. Pourtant, le développement durable rencontre -sous ses trois dimensions : économique, sociale et environnementale- des problèmes qui dépassent de loin les seuls moyens d'action des États-Nations, fût-ce du plus important d'entre eux. La plupart des fléaux survenus au cours des dernières décennies (climat, environnement, criminalité -notamment financière-, drogues, piratages informatiques, migrations clandestines, grandes endémies, SIDA, SRAS, etc.) ont ignoré les frontières de l'État-Nation et se sont situées d'emblée à l'échelle mondiale. Or, nous avons désormais -avec les progrès des moyens de communication, les avancées dans le dialogue et les méthodes de coopération internationale- la possibilité de les aborder, comme famille humaine, à cette échelle mondiale qui est pour eux la plus pertinente. Par une singulière courte vue, nous refusons de nous donner les moyens institutionnels qui faciliteraient une réflexion en commun, au niveau mondial, et qui permettraient de faire adopter et de suivre, avec la légitimité nécessaire, des stratégies et des régulations globales lorsqu'il apparaît que les problèmes ne peuvent être proprement appréhendés qu'au plan mondial. Un effort d'imagination s'impose donc pour définir les institutions qui serviraient au mieux le bien commun mondial ou, à tout le moins, pour apporter aux institutions existantes les réformes aujourd'hui nécessaires. Elles sont indispensables pour mieux nous garder des risques collectifs, nous donner les moyens mondiaux de réguler cette « force qui va » de la mondialisation et répondre à une exigence de justice à l'égard des pays qui n'ont pas le sentiment d'avoir droit à la parole.

Le chantier est immense mais les actions à engager s'imposent avec évidence.

La première doit consister à utiliser à leur plein potentiel les institutions existantes. Au moment, pourtant, où la plupart des leaders politiques -c'était le cas du Président Lula- font de leur restructuration et de leur renforcement- un point constamment répété de leurs discours, on n'avance guère. A vrai dire, et pardonnez-moi si je vous donne le sentiment de ne pas être en cela d'une objectivité clinique, le premier pas devrait consister de la part des gouvernements à cesser de traiter ces initiatives -comme si souvent- en boucs émissaires de tous les maux du monde, y compris de leurs propres manquements et leur donner les moyens financiers et juridiques correspondants aux tâches qu'ils leur confient.

Ils devraient aussi les respecter assez pour leur laisser faire leur travail. Ils doivent s'attacher aussi à restructurer, renforcer ce qui existe mais aussi nous interroger sur la pertinence, aujourd'hui, de l'appareil institutionnel mis en place en 1945... Considérons cet archipel : il a été défini, non sans vision, en fonction des problèmes les plus pressants de l'époque, mais non de ceux d'aujourd'hui... Il lui manque les outils nécessaires en matière notamment d'environnement et de migrations. Il nous faut traiter aussi le difficile problème de la « responsabilité politique » des institutions internationales, trop souvent vues comme des technocraties irresponsables, alors que chaque jour des responsabilités plus importantes leur sont conférées et que, de fait, leur orientation ultime relève des gouvernements.

Nous sommes dans un domaine où le devoir de justice rejoint les exigences de l'efficacité. Dans tous les domaines de l'économie et de la finance, une mondialisation plus respectueuse de l'homme requiert la mise en place de règles mondiales, sans lesquelles abus et asymétries ne pourront être maîtrisés. Or pour que de telles règles puissent être adoptées et mises en vigueur, les institutions en charge devront pouvoir être perçues comme démocratiquement légitimes parce que permettant mieux aux pays pauvres ou émergents d'être partie à la délibération et à la décision. Cela implique une action dans deux directions : à l'intérieur de chaque institution et au-dessus d'elles. A l'intérieur de chaque institution d'abord, où la représentation des pays est très inégale. De premières tentatives n'ont pas abouti et les pays en développement n'y ont pas, en fait, prêté beaucoup d'attention.

Il faudrait créer aussi une instance d'arbitrage politique ultime lorsque des différences d'opinions graves se manifestent entre les institutions et pour fournir au système les orientations politiques d'ensemble qui, aujourd'hui, ne lui sont pas clairement données. Une suggestion guère éloignée de l'idée du Conseil de sécurité économique de Jacques Delors, consisterait à élargir les sommets du G8 en une réunion des chefs d'État et de gouvernement des vingt-quatre pays représentés aux Conseils d'administration du FMI et de la Banque Mondiale, en présence des dirigeants des principales organisations mondiales et du Secrétaire général de l'ONU. Ceci permettrait d'opérer une coordination des stratégies dont ces organisations ont la charge et ceci établirait un lien fort et plus évident entre ces institutions et les représentants les plus légitimes de la communauté mondiale et, notamment, du monde en développement. Je suis heureux qu'après des années de palabres et d'hésitations, un premier pas modeste ait été fait à l'occasion du sommet d'Evian avec la réunion dite du « sommet élargi » au cours de laquelle 21 chefs d'État et de gouvernement du Nord et du Sud ont pu -au moins de façon informelle- échanger leurs vues sur les problèmes stratégiques centraux de la conduite de l'économie mondiale. Evian ne fut qu'un premier pas, veillons à ce qu'il soit suivi de beaucoup d'autres.

Sur ce chantier de la « gouvernance mondiale », l'Europe a sans conteste vocation à prendre l'initiative. Ce n'est pas faire un procès d'intention à l'Amérique que de penser qu'elle ne sera pas encline, de sitôt, à ouvrir d'elle-même ce chantier. L'Europe est certainement mieux placée pour le faire aujourd'hui. Ce que sa division a rendu impossible jusqu'ici est maintenant à sa portée. Pour cela, elle doit faire un effort spécial pour parler d'une seule voix. Il serait alors difficile de l'ignorer et l'impact de ses propositions pourrait être décisif. Elle devrait aussi partager, sans complexes, son expérience de la construction européenne. Ce paradigme est un succès sans précédents, dû, en très large part, à la méthode communautaire, au pouvoir d'initiative reconnu à une instance indépendante et à l'abandon graduel d'éléments de souveraineté qui ne peuvent désormais s'exercer avec efficacité qu'an plan régional ou mondial. Mutatis mutandis, le monde doit pouvoir bénéficier de cette expérience unique. Loin de laisser s'affadir la méthode communautaire, soyons capables de la partager et de l'appliquer sur un champ plus vaste encore.

Cela dit, ne nous méprenons pas. Dans l'optique du développement durable, le XXI^e siècle doit être celui du renforcement progressif et de la démocratisation des institutions mondiales, mais aussi celui de la décentralisation et de l'épanouissement simultané de l'ensemble des échelons de responsabilités. L'affirmer n'enlève rien évidemment à la nécessité de créer des organisations régionales là où elles manquent encore et de renforcer la dimension politique des organisations économiques régionales déjà en place, telles que l'Union européenne ou le Mercosur. Plus on juge indispensable de consolider ou d'investir de nouvelles responsabilités les instances mondiales ou régionales, plus il est nécessaire de les

faire accepter par les opinions publiques. Plus il est nécessaire aussi de poser que leur contribution ne peut être que subsidiaire et de faire comprendre par tous qu'un travail ne peut s'opérer avec succès au plan mondial ou régional qu'assumé au plan local et soutenu par des initiatives citoyennes à tous les niveaux de la chaîne institutionnelle.

C - Faire naître une véritable citoyenneté européenne porteuse de ces exigences

Ceci nous amène à notre troisième responsabilité, aussi urgente sinon plus que les deux précédentes. Faire naître une véritable citoyenneté européenne porteuse de ces exigences. Avec l'option que j'espère prochaine d'une constitution, nous nous retrouverons tous, soudain, citoyens d'Europe. Nous demeurerons évidemment citoyens de nos pays mais nous vivrons aussi sous des institutions européennes qu'il s'agira de faire vivre et d'animer. Or nous sommes loin de pouvoir dire qu'une société européenne existe aujourd'hui, capable de les habiter. Il s'agit donc de l'aider à naître. Tâche immense et magnifique de faire société entre des hommes et des femmes que l'Histoire a si souvent opposés ou séparés mais que des valeurs et des responsabilités communes peuvent et doivent réunir. Tâche urgente dont peuvent dépendre de grands progrès vers l'humanisation de la mondialisation. Nous devons donc l'entreprendre sans tarder.

Qu'est-ce que cela implique plus particulièrement pour nous tous ? En tout premier lieu, d'intégrer la dimension européenne et mondiale au cœur de nos choix et de notre action. Sans aucun doute aussi un devoir de nous mettre au service de ces valeurs de responsabilité et de solidarité qui sont au cœur d'une humanisation de la mondialisation. Cela passe aussi par un énorme effort d'information et de formation tellement nous y sommes peu préparés.

Il nous faut aussi contribuer à ce que l'opinion de nos pays qui a accueilli avec faveur l'émergence du concept de « développement durable », perçoive et accepte les changements de modes de vie qui lui sont attachés. Il ne s'agit pas seulement, pour s'en rapprocher, d'accroître de x % notre aide au développement ou de sacrifier le superflu de notre voisin. Ce qui est en cause est plus fondamental : c'est la protection de l'acquis, de certains styles de vie, de modèles de consommation, de la structure des pouvoirs établis qui régissent nos sociétés. Au Nord comme au Sud, il ne s'agit nullement de détruire le tissu de nos sociétés mais, comme le dit *Centesimus annus*, « de les orienter en fonction d'une juste conception du bien commun de la famille humaine tout entière ».

Nous voici face à notre tâche. Malgré les doutes qui me saisissent, comme ils vous étreignent peut-être, il m'est impossible de vous proposer un autre choix. Ne laissons pas nos hésitations ou nos craintes nous paralyser ! Faisons confiance à cette Europe qui a le courage de s'unir. Elle est capable de cette ouverture, de cette audace à laquelle nous invite le Saint-Père. Elle est capable de ce qu'elle est. J. Maritain l'observait en 1947 : « Les peuples n'entrent en mouvement que pour les choses difficiles ». Tâche difficile, mais tâche pourtant à la mesure des formidables richesses économiques et humaines de notre continent. Si ceci ne suffit pas à nous convaincre, songeons à la génération qui nous précède et à celle qui nous suit. La première a eu le courage de faire face au totalitarisme et de risquer ce saut dans l'inconnu qu'était la réconciliation. La seconde est assoiffée de sens ; elle peut trouver dans cette démarche d'ouverture et de générosité l'espace, -oui, « l'espace d'espérance »- sur lequel s'engager, agir et partager.

Permettez-moi avant de conclure de vous dire un mot d'une initiative que les Semaines Sociales de France prennent, précisément, à cette fin. Elles vont fêter l'an prochain à Lille, du 23 au 26 septembre, leur centenaire. Nous souhaitons faire de ce centenaire, avec le soutien fraternel d'un grand nombre d'organisations sœurs européennes, l'occasion d'une rencontre entre tous ceux qui, dans cette nouvelle Europe, s'attachent à étudier et à diffuser l'enseignement social chrétien, pour discerner ensemble les fondements de la société européenne à construire. Nous souhaitons, de tout cœur, que beaucoup d'Alsaciens se joignent à nous pour une rencontre si importante que le Saint-Père n'a pas exclu d'y participer si évidemment sa santé le lui permet. Ce n'est rien moins que l'Europe du XXI^e siècle que nous inaugurerons ensemble, au moment où il sera le plus urgent que les valeurs que nous portons soient reconnues et incarnées par tous dans l'action concrète. Soyez donc avec nous pour cela.

*
* * *

Il est grand temps de conclure. Je viens d'évoquer ce qui devrait être une grande fête ; j'avais auparavant surtout parlé d'efforts. En effet, face aux changements formidables de notre monde, se garder d'occulter les exigences de ce temps nous amène, nous, chrétiens d'Europe, à une réalité familière : toute grande avancée humaine doit être portée, dans le partage, par une avancée spirituelle. Certes, la raison même, la simple sagesse humaine suffit à suggérer les changements de toutes sortes que je viens d'évoquer. Pour nous, ils passent aussi par une conversion, dans la direction que l'Esprit lui-même nous suggèrera, pour que cette Europe, échappant aux régressions babéliennes, se laisse imprégner d'un esprit de Pentecôte ; pour que, fidèle à la parole donnée, elle fasse toute sa place dans ses politiques au partage et à la solidarité, ces deux dimensions essentielles d'une éthique de la fraternité ; et qu'ainsi, après tant de débats sur son identité chrétienne, elle soit effectivement reconnue comme chrétienne, au-delà des déclarations constitutionnelles, à la manière dont -comme le Ressuscité à Emmaüs- elle partagera le pain avec tous les hommes. Le pain. Notre pain de chaque jour, pour tous les hommes. Alors -et alors seulement- l'Europe deviendra ce qu'elle veut être : « un espace privilégié de l'espérance humaine ».

*
* * *

Annexe - § 111 et 112 d'Ecclesia in Europa

111 *Dire « Europe » doit vouloir dire « ouverture ». Malgré les expériences et les signes contraires qui d'ailleurs n'ont pas manqué, c'est son histoire même qui l'exige : « L'Europe n'est pas vraiment un territoire clos ou isolé ; elle s'est construite en allant, au-delà des mers, à la rencontre d'autres peuples, d'autres cultures, d'autres civilisations ». C'est pourquoi l'Europe doit être un continent ouvert et accueillant qui continue à pratiquer, dans l'actuelle mondialisation, des formes de coopération non seulement économique, mais également sociale et culturelle.*

Il y a une exigence à laquelle le continent doit répondre de manière positive pour que son visage soit véritablement nouveau : « L'Europe ne saurait se replier sur elle-même. Elle ne peut ni ne doit se désintéresser du reste du monde ; elle doit au contraire garder pleine conscience que d'autres pays, d'autres continents, attendent d'elle des initiatives audacieuses, pour offrir aux peuples les plus pauvres les moyens de leur développement et de leur organisation sociale, et pour édifier un monde plus juste et plus fraternel ». Pour réaliser une telle mission de manière appropriée, il sera nécessaire « de repenser la coopération internationale en termes de nouvelle culture de solidarité. Considérée comme ferment de paix, la coopération ne peut pas se réduire à l'aide et à l'assistance, surtout quand on envisage en retour de tirer profit des ressources mises à disposition. Au contraire, elle exprime un engagement concret et tangible de solidarité qui vise à faire des pauvres les acteurs de leur développement et qui permette au plus grand nombre possible de personnes d'exercer, dans les circonstances économiques et politiques concrètes dans lesquelles elles vivent, la créativité propre à la personne humaine, d'où dépend aussi la richesse des nations ».

112 *De plus, l'Europe doit prendre une partie active dans la promotion et dans la mise en pratique d'une mondialisation « dans la » solidarité. Comme condition de cette dernière, il faut ajouter une sorte de mondialisation « de la » solidarité et des valeurs connexes d'équité, de justice et de liberté, dans la ferme conviction que le marché requiert d'être « dûment contrôlé par les forces sociales et par l'État, de manière à garantir la satisfaction des besoins fondamentaux de toute la société ».*

L'Europe qui nous est léguée par l'histoire a vu, surtout au siècle dernier, s'affirmer des idéologies totalitaires et des nationalismes exacerbés qui, faisant perdre l'espérance aux hommes et aux peuples du continent, ont nourri des conflits au sein des Nations et entre les Nations elles-mêmes, jusqu'à l'effroyable tragédie des deux guerres mondiales. Les luttes ethniques plus récentes, qui ont à nouveau ensanglanté le continent européen, ont montré elles aussi à tous que la paix est fragile, qu'elle a besoin d'un engagement actif de tous et qu'elle ne peut être garantie qu'en ouvrant de nouvelles perspectives d'échange, de pardon et de réconciliation entre les personnes, entre les peuples et entre les Nations.

Face à cet état de fait, l'Europe, avec tous ses habitants, doit s'employer inlassablement à construire la paix à l'intérieur de ses frontières et dans le monde entier. A ce propos, il convient de rappeler « d'une part que les différences nationales doivent être maintenues et cultivées comme le fondement de la solidarité européenne ; et, d'autre part, que l'identité nationale elle-même ne se réalise que dans l'ouverture aux autres peuples et à travers la solidarité envers eux ».